



Ils ont leurs échéances destructrices Fixons celles de nos luttes

La période qui s'ouvre devant nous est cruciale à bien des titres :

- **Le Projet de Loi de Finances 2017** est en discussion au Parlement avec, outre les volumes d'emplois attribués à chaque ministère, la mise en œuvre du Prélèvement A la Source ;
- **Comités Techniques Ministériel et de Réseau** sur le volume et la répartition des suppressions d'emplois (1 815 à la DGFIP quoi qu'en dise le DG qui « compense » notamment via des emplois Pacte) mais aussi des coupes budgétaires sévères.
- **Groupe de travail Mutations pour 2017** qui annonce de nouveaux reculs de nos droits après ceux que nous avons subis en 2016 (pour mémoire notamment suppression du mouvement d'avril pour les A et B, délai de séjour obligatoire de 3 ans pour les C stagiaires, blocage de même durée dans la dominante métier pour les B stagiaires). Annoncé par la DG entre autres « réjouissances » :
 - ◆ 3 ans de blocage pour les A recrutés sur poste à profil ou au choix ;
 - ◆ départ forcé des agents des services centraux après bilan de compétence tous les 5 ans ;
 - ◆ bilan de compétence tous les 5 ans pour les vérificateurs ;
 - ◆ obligation de suivre la mission lorsqu'il y a transfert entre deux services d'une même commune (mesure des plus problématiques dans les grandes villes, il ne s'agit sans doute là que d'un avant goût et de l'imposition à terme de mutations forcées au delà de la commune).
- **CTL « Suppressions d'Emplois »** mi-décembre avec de nouvelles coupes.
- **et en 2017 :**
 - ◆ **poursuite de l'ASR** (Adaptation des Structures au Réseau) : transfert de l'enregistrement, création du SDIF sous dimensionné, disparition de la mission d'évaluation des domaines, ailleurs que dans les Hautes Pyrénées (mais nous ne serons pas préservés à court terme) : la fusion des SIE, des fermetures de trésoreries, les départementalisations et régionalisations de missions, les Centres de Contact et autres Pôles Départementaux, Régionaux ou Nationaux,...) ;
 - ◆ accélération de **PPCR** avec les nouvelles carrières « autofinancées » mais aussi la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'évaluation (entretien triennal avec 25 % d'agents qui obtiendront sur cette durée 8 mois de réduction d'ancienneté et RIEN pour les autres).

Sans compter ce qui nous est promis par les candidat(e)s à l'élection présidentielle pour un avenir proche

Comme dans l'ensemble du territoire :

Lundi 17 octobre : Assemblée générale des personnels et adresse à la presse et au public.

Début novembre : tournée de services et Heures Mensuelles d'Information dans la perspective de la journée de grève nationale à la DGFIP du **Mardi 15 novembre**.

Nous avons un calendrier, des modalités et des revendications légitimes nationalement comme localement.

A nous, agents de la DDFIP des Hautes Pyrénées de relever la tête et de refuser ces reculs permanents de nos droits, de nos rémunérations, de nos conditions de travail. A nous, aux côtés des camarades de tous les départements, de protester et agir pour retrouver le sens et le rôle de nos missions, de nos métiers au service des citoyen-nes et des territoires.

Soyons Unis pour nos revendications